

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/NGBT/W/3/Add.21**

15 février 1995

(95-0315)

---

**Groupe de négociation sur les  
télécommunications de base**

Original: français

## COMMUNICATION DU MAROC

### Réponses au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande du Maroc.

---

## PARTIE I

### Définitions et structure du marché

#### Définitions

1. Le dahir (Loi fondamentale) du 25 novembre 1924 et les décrets associés ne font pas de distinction entre les services de télécommunications de base et les autres services.

Toutefois, le Décret n° 2-72-296 du 4 août 1972 déterminant l'organisation des services télégraphique et téléphonique (ci-après Décret de 1972) définit les droits et les obligations du fournisseur et des abonnés pour les services télégraphique et téléphonique (télégrammes, télex et téléphone). Ce décret précise notamment que les services télégraphique (article 75) et téléphonique (article 88) sont mis à la disposition des usagers au moyen de postes d'abonnement ou de postes publics.

2. La réglementation marocaine n'établit pas de distinction entre les réseaux (installations) et les services de base.

Le décret cité ci-dessus (article 165) accorde à l'administration (fournisseur exclusif) le droit d'établir les lignes de télécommunication empruntant la voie publique ou des propriétés tierces pour le raccordement des abonnés.

3. Non.

#### Structure du marché

4. Le dahir portant Loi n° 1-84-8 du 10 janvier 1984 instituant l'Office national des postes et télécommunications (ONPT), dans son article 2, confie le monopole de l'ensemble des services de télécommunication sur le territoire marocain à cet établissement.

5. L'ONPT est un organisme public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et il est soumis à la tutelle de l'Etat.

6. Non.

7. a) La fourniture de services de télécommunication à partir de terminaux ainsi que l'établissement de réseaux privés de radiocommunication ou de réseaux d'entreprises (à partir de circuits loués au fournisseur exclusif) sont autorisés.

b) Non.

8. Le Royaume du Maroc est membre de l'UIT, de l'INTELSAT et d'ARABSAT. De ce fait, la réglementation marocaine est compatible avec les instruments juridiques, résolutions et décisions de ces organismes.

## PARTIE II

### Concurrence

i) Voir la réponse n° 4 (Partie I).

ii) Fourniture transfrontière: Possible à travers le réseau marocain de télécommunications de l'ONPT.

Consommation à l'étranger: Les abonnés du réseau marocain peuvent accéder à tout service fourni à l'étranger sans aucune limitation, à travers leurs cartes de crédit (article 101 du Décret de 1972) et par le biais du système "Pays-Direct".

Présence commerciale: Elle est possible pour la fourniture des services cités à la réponse n° 7 a).

Présence de personnes physiques: Régie par la Loi marocaine sur l'immigration.

iii) Ne s'applique pas.

iv) Il n'y a pas de traitement discriminatoire à l'égard des fournisseurs étrangers.

v) L'ONPT dispose du monopole des télécommunications.

A. Sous-secteurs

B. Catégories

### Services locaux/à grande distance/internationaux

1. Il n'existe pas de distinction pour ce qui concerne la fourniture de ces services.

### Systèmes à courants porteurs

### Systèmes hertziens

Revente

3. Non.
4. Non.

Installations

5. La construction d'infrastructures de télécommunication est exclusivement réservée à l'ONPT. Pour l'établissement de réseaux privés, et dans le cas où l'ONPT n'est pas à même de mettre à disposition des circuits du réseau public, la construction de l'infrastructure nécessaire sur la voie publique ou sur des propriétés tierces dans le respect de la réglementation spécifique en la matière est autorisée.

Services publics/non publics

6. Non.
7. Tous les services de télécommunication.
8. Les télécommunications gouvernementales, les télécommunications de sécurité et tous les types de télécommunications destinées à une entreprise, association d'entreprises ou entreprises exerçant des activités analogues ou connexes, dans le cadre de réseaux fermés (non accessible aux tierces). La réglementation marocaine fait obligation à l'ONPT de mettre à disposition les circuits loués.
9. La Loi créant l'ONPT le soumet aux contraintes de service public en matière d'égalité, de continuité et d'adaptation et de sécurité générale.
10. Pour les services énumérés à la réponse n° 8, le fournisseur doit être agréé.
11. L'exploitation de cabines téléphoniques à prépaiement (sur la voie publique ou dans un local privé) est autorisée. L'exploitation de terminaux de télécopie et de télex est également autorisée.

PARTIE III

Questions réglementaires

Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. L'ONPT, en tant que fournisseur exclusif des services de télécommunication, peut proposer aux fins d'approbation des projets de textes réglementaires relatifs à l'organisation et à l'exploitation des télécommunications.

En ce qui concerne les normes techniques, le Ministère des postes et télécommunications (MPT) est responsable de leur négociation au niveau international.

2. Au niveau national, l'élaboration des normes relève du MPT.
3. Le pouvoir réglementaire relève du Premier Ministre, ce dernier peut le déléguer aux ministres dans le domaine de leur compétence.

Le règlement des différends de toute nature relève des tribunaux administratifs et des tribunaux civils.

Allotissement ou assignation des fréquences

4. La gestion du spectre de fréquences est de la compétence de l'Etat (article 2 du dahir instituant l'ONPT). Cette gestion est confiée au MPT, lequel est chargé d'appliquer la loi marocaine de la radiocommunication (Arrêté viziriel du 30 décembre 1952) et les dispositions du Règlement des radiocommunications.

L'article 16 de l'Arrêté viziriel soumet l'établissement et l'exploitation d'une station de radiocommunication à l'obtention d'une licence du MPT. L'article 17 du même arrêté restreint la licence en question au cas où le réseau public ne peut pas desservir le besoin projeté par le permissionnaire.

5. Oui.

Codes de numérotage et d'identification

6. Il n'existe pas de réglementation nationale spécifique en la matière. Le MPT applique les recommandations pertinentes de l'UIT-T et de l'UIT-R.

7. Oui.

Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Les normes obligatoires sont celles ayant trait à l'utilisation du spectre de fréquences et au fonctionnement des services de radiocommunication de sécurité. Pour l'interconnexion des terminaux au réseau public, les normes techniques protégeant les usagers et le réseau sont également obligatoires.

9. Non.

10. Tous les équipements de radiocommunication (article 25 de l'Arrêté viziriel de 1952) et tous les équipements terminaux destinés à être connectés au réseau public (article 179 du Décret de 1972) doivent être agréés.

Il n'y a pas d'accords bilatéraux conclus jusqu'à présent.

11. L'obligation de faire homologuer le matériel.

12. Voir la réponse n° 4 (Partie I).

13. Voir la réponse n° 4 (Partie I).

Interconnexion

14. La réglementation marocaine ne dispose pas de règles spécifiques d'interconnexion.

15. Ne s'applique pas.

16. L'interconnexion des circuits loués pour les besoins d'un permissionnaire au réseau public n'est pas autorisée quand elle a pour objet de permettre des communications de tierces personnes (articles 143 et 151 du Décret de 1972).

17. Il n'y a pas de règles concernant la tarification des interconnexions. Les taxes y afférentes sont négociées au cas par cas entre les parties concernées et ne sont pas soumises à l'approbation du MPT.

Il n'y a pas d'obligation de publication des accords d'interconnexion, de communication au public et de notification au MPT.

#### Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. Ne s'applique pas.

19. Ne s'applique pas.

20. Ne s'applique pas.

21. Non.

#### Mesures en rapport avec la tarification

22. Les taxes et redevances des services de télécommunication fournis au public sont approuvées par le Conseil d'administration de l'ONPT présidé par le Premier Ministre.

23. Voir la réponse n° 22.

24. L'ONPT est soumis à l'obligation de traitement équitable de l'ensemble des utilisateurs. Il n'y a pas de possibilité d'application de tarifs spéciaux.

Les taxes de répartition sont négociées cas par cas dans le cadre de la réglementation internationale pertinente. Il n'y a pas de critères spécifiques définis par le gouvernement en la matière.

25. L'ONPT propose les tarifs pour approbation par le Conseil d'administration du Premier Ministre. Les autres fournisseurs (services non publics) fixent librement leurs tarifs.

26. Les tarifs des télécommunications de base ne sont plus soumis à la législation des prix. Aussi, la détermination des tarifs obéit à la règle de l'offre et la demande.

Voir également la réponse n° 25.

27. Voir la réponse n° 25.

#### Servitudes pour la construction d'infrastructures

28. Voir la réponse n° 5 (Partie II).

29. Le même traitement est appliqué aux étrangers.

Nouveaux services de télécommunication

30. Il n'existe pas de procédure spécifique. La fourniture de tels services doit être autorisée conformément à la réglementation citée précédemment.

31. Le décret créant le Ministère des postes et télécommunications (article 6, alinéa 6) l'habilite de fait à déterminer le statut du service en question.

Il n'est pas prescrit de procédure ou délai spécifiques.